

« Toulouse Capitole Publications » est l'archive institutionnelle de  
l'Université Toulouse 1 Capitole.

*LE PLAFOND D'INDEMNISATION À L'ÉPREUVE DU DROIT DE LA CONSOMMATION*

DIDIER KRAJESKI

Référence de publication : LEDA mai 2018, n° 111e3, p. 4

Pour toute question sur Toulouse Capitole Publications,  
contacter [portail-publi@ut-capitole.fr](mailto:portail-publi@ut-capitole.fr)

## *LE PLAFOND D'INDEMNISATION À L'ÉPREUVE DU DROIT DE LA CONSOMMATION*

Les divergences entre le projet et la proposition d'assurance introduisent un doute justifiant une interprétation dans le sens le plus favorable à l'assuré s'agissant du montant de la garantie souscrite pour les objets de valeur au regard des conditions générales produites.

Cass. 2e civ., 8 mars 2018, no 17-10030

Les clauses limitant le montant de l'indemnisation, bien qu'elles soient des clauses restrictives de garantie, ne font pas l'objet d'un régime particulièrement rigoureux tel que celui imposé aux clauses prévoyant des exclusions conventionnelles. Elles doivent figurer en caractères simplement apparents et, bien entendu, avoir été connues et acceptées par l'assuré pour lui être opposables (Cass. 2e civ., 14 avr. 2016, n° 15-16625, PB, RGDA juin 2016, n° 113m5, p. 305, note Landel J.). Le présent arrêt rappelle que le droit de la consommation est un élément de leur régime juridique à prendre en considération.

Un assuré est victime d'un cambriolage. Des bijoux ont été dérobés dont il demande l'indemnisation au titre d'une assurance multirisques habitation. L'assureur lui oppose un plafond d'indemnisation limitant, selon lui, le montant proposé à 1 525 € indexés pour l'ensemble des bijoux. L'assuré estime que cette limitation s'applique à chacun des bijoux volés, ce qui aboutit à un montant sensiblement différent ! Différents documents sont produits en l'espèce : des conditions générales, une proposition d'assurance, un projet de contrat. Les juges du fond font droit aux arguments de l'assureur, se fondant exclusivement sur la proposition d'assurance et le projet de contrat établi sur cette base : selon eux, l'assuré aurait pu opter, à cette occasion, pour une garantie couvrant chacun des bijoux, mais il ne l'a pas fait. Leur décision est cassée. La Cour de cassation estime que des conditions générales, couvrant le vol de bijoux en appliquant un montant par objet sans le subordonner à un choix de l'assuré, rapportées aux documents afférents à la période de conclusion (et comportant une imprécision), résulte un doute qui aurait dû conduire à l'interprétation in favorem prévue par le Code de la consommation.

L'arrêt révèle toute la force des règles d'interprétation figurant dans le Code de la consommation. Le moindre défaut de maîtrise dans l'établissement des documents contractuels se paie par la mise en œuvre d'une garantie favorable à l'assuré. Le gain pour ce dernier est largement supérieur à ce qui serait obtenu s'il sollicitait l'indemnisation d'un manquement au devoir de conseil. On comprend l'intérêt que peut avoir l'extension de ce mode d'interprétation en droit commun des contrats.